



le fédérateur

Abonnement: 15 € (4 num.) par virement IBAN LU08 0090 0000 2031 0009 / Éditeur resp.: Joseph Peschon
FCE - BP 208 - L-2012 LUXEMBOURG

« Les nations souveraines du passé ne sont plus le cadre où peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain. »

(Jean Monnet, Mémoires, 1976)

Édito

Démocratiser l'Union européenne est l'affaire de tous ses citoyens

Le rejet du projet de Constitution européenne par les Français et les Néerlandais montre toute la fragilité de l'Union européenne actuelle, politiquement non intégrée et uniquement rassemblée sur la base d'une ligue de nations, elle-même dépendante de la camaraderie entre politiciens.

Par contre, dans un système fédéral, la démocratie dépasse les frontières par définition et la Constitution représente un contrat social solennel liant chaque citoyen de la fédération à tous les autres. Harold S. Bidmead nous rappelle ces principes dans son article « GENUINE CONSTITUTIONAL UNION ».

Le grand défi européen sera désormais de savoir comment gouverner démocratiquement une entité politique de près de 500 millions de personnes, venant de près de 30 nationalités, cultures et langues différentes. Ces mois-ci une nouvelle formation politique est en train de se constituer au niveau européen en vue de démocratiser l'U.E. grâce à la présentation d'un programme unique et de listes dans chaque pays à l'occasion des prochaines élections européennes en 2009: *The Newropeans, Les Nouveaux Européens*.

Les représentants de ce nouveau mouvement (qui accepte les membres de partis nationaux et espère se dissoudre d'ici à 2020) entendent en effet prévenir l'autodestruction de l'Union européenne. Ils pensent que sa crise politique actuelle est le reflet d'une profonde rupture entre les attentes citoyennes et la capacité de réponse des structures politiques élitaires. Cette crise de légitimité nourrit de plus en plus les populismes de tous bords et impose donc de refonder le projet européen en plaçant les citoyens et les peuples au cœur de son fonctionnement et de ses finalités (www.newropeans.org).

Les « nonistes » de gauche reprochent essentiellement à l'Europe son libéralisme économique. C'est oublier qu'elle est née ainsi d'après la conception de son père spirituel, **Jean Monnet**, négociant en cognac avant d'être fonctionnaire - présenté dans la rubrique « *La pensée fédéraliste* ». Vers la fin de sa vie, Jean Monnet s'est interrogé lui-même sur le bien-fondé de cette approche et a dit - si c'était à refaire - préférer une union culturelle. Mais bien nombreux sont ceux qui pensent que l'amorce industrielle et commerciale était bien la seule capable de réconcilier avec succès l'Europe d'après-guerre.

J.P.

GENUINE CONSTITUTIONAL UNION

by Harold S. BIDMEAD

""Let us raise a standard round which the wise and honest can rally. The event is in the hand of God."

In 1787, when urging his fellow citizens to replace their League of Friendship with the federal Constitution that still flourishes today, protecting four times as many states and forty times as many citizens, President George Washington prefaced the above exhortation as follows: "If, to please the people, we offer what we ourselves disapprove, how can we afterward defend our work". (I have slightly modernized his words).

Washington knew that man should aspire to higher things. To aim at less than enough is futile.

Several of those who penned the present draft Constitution for Europe knew they were offering less than enough. They realized that an association based on the constantly discredited league principle would be no true union, but one in which the democracy of every member State would end at its national boundaries. Despite being popularly elected, the European "Parliament" is still not a true legislature. The present "Union" is based on the mere camaraderie of politicians, and bears within itself the seeds of its own destruction. In a federal union, on the other hand, democracy leaps the frontiers and the union is cemented by a

Table des matières

Page	
1/2	<i>Genuine Constitutional Union, H.S. Bidmead</i>
2	<i>Les principes du fédéralisme: en français</i>
3/5	<i>La pensée fédéraliste: Jean Monnet / Karl Renner</i>
5	<i>Tribune: Les Vicissitudes du pacifisme, G. Krassovsky</i>
7	<i>Compacts FCE: Carte de visite no 9</i>
8	<i>Feuilleton (suite): le « Tramsschapp » en 2066</i>
8/9	<i>Vatican: Le procès de Leonardo Boff / Profeta Gabriel</i>
9/10	<i>Livres: Le Monde en mutation / La démocratie-monde</i>
11/12	<i>Poésie: Sa portée au 3^{ème} millénaire / Impressum</i>

solemn social contract between every citizen of the federation and every other. It provides a constitutional guarantee of genuine autonomy for every member State, and safeguards against the super-state, with Big Brother directing our every move. The Brussels bureaucracy would become civil servants instead of our masters.

Yet even those who knew better raised the standard of a European League. This won numerous honest supporters - yet not so many of the wise!

Federalists continually remind the statesmen that a league contains the cause of its own demise. For example, a general election in any major member state can rock it to its foundations. This fact has been dramatically demonstrated by the French rejection - on behalf all the other member states of what the politicians called "the Constitutional Treaty". (How it could be a constitution and a treaty at the same time is debatable).

If France and the Netherlands had not said "No", the Czech Republic and Britain would probably have said so.

The European League of Nations is based on a series of treaties, mutual promises exchanged between the diplomats and politicians of each state with the diplomats and politicians of every other member nation. In a effort to find a stronger cement for this flimsy structure, the plan was devised to consolidate the treaties in a new document and to pretend that this was a popular democratic constitution, binding all citizens in loyalty to each other.

To strengthen this illusion it would be called "The Constitutional Treaty." To give the appearance of reducing the league's democratic deficit, some popular referenda would be held.

The rejection of the "Constitutional Treaty" does not necessarily mean that the citizens want something less than a European League. They should be offered, not something worse but something better, not a fragile structure which with luck might last for some decades, but a genuine Federal Union which, like Washington's work, will thrive for centuries.

*Pour se faire enregistrer comme citoyen du monde,
on peut s'adresser au*
Registre des Citoyens du Monde (R.C.M.)
66 boulevard Vincent Auriol
F - 75013 PARIS
www.recim.org

Tous les êtres humains sont universellement égaux et particulièrement différents.
L'égalité universelle et (!) les différences particulières doivent être respectées.
Le fédéralisme nous donne les moyens de ce double respect.

Les principes du fédéralisme

Voici les principes fondamentaux du fédéralisme:

- La première cause de la guerre est la souveraineté nationale** (la prétention d'agir comme juge et jury dans son propre cas).
- Le remède contre l'anarchie internationale est le gouvernement international. ("*Gouverner est la seule alternative à la résolution des conflits par le combat que l'humanité a découverte...*" W.B. CURRY, "The Case for Federal Union").
- Un gouvernement international doit tenir son autorité des gouvernés - des citoyens.
- Ses lois doivent exercer leur action directement sur les citoyens en tant qu'individus (faute de quoi la législation ne peut être imposée sans violence).
- Son parlement doit par conséquent être élu directement par les citoyens.
- Ses pouvoirs doivent **explicitement** être limités aux seules affaires internationales, tous les autres pouvoirs restant de la compétence des parlements nationaux et des citoyens, auxquels ils appartiennent déjà.
Cette séparation des pouvoirs rendrait le système fédéral.

Une telle union fédérale doit rester ouverte à toutes les nations prêtes à respecter les exigences démocratiques de la Constitution.

Notes: ces principes sont extraits du texte « *fédéral fédéralisme : Approches* » de Harold S. Bidmead et Joseph Peschon (brochure disponible sur demande ou par Internet: <http://fly.to/fce> ou encore sous la rubrique 'Fichiers' du groupe Yahoo! France *fceflashes*).



Le livre « **The Parliament of Man** » de Harold S. Bidmead est disponible (en anglais) à la rédaction de « FCE – le fédérateur ». Il peut être commandé par virement (*sans frais pour le bénéficiaire*) de 19.- € au compte bancaire CCRA LULL IBAN LU08 0090 0000 2031 0009.

De même, le CD « **THE WORLD MUST BE GOVERNED** », une critique parlée du livre susmentionné est en vente auprès de la rédaction (18,60.- €, réf. FCE 209/506, **prix spécial de 12,50.- €** actuel pour les lecteurs de « FCE – le fédérateur » qui mentionnent le titre du journal lors du virement.



La pensée fédéraliste

Jean Monnet

(1888-1979)

"Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes."

Jean Monnet naît le 9 novembre 1888, à Cognac (Charente). Paysanne d'origine, la famille Monnet, par l'action du père, va rapidement s'enrichir dans le négoce du cognac. La mère de Jean Monnet, Maria Demelle, fille d'un ancien tonnelier devenu maître de chaix chez Hennessy, est aussi croyante que son mari est agnostique. Ils donneront à Jean Monnet deux sœurs (Marie-Louise et Henriette) et un frère (Gaston). A propos de ses origines charentaises, Jean Monnet commente dans ses Mémoires: " *Les gens de Cognac n'étaient pas nationalistes à une époque où la France l'était...* "

A seize ans (1904), pour fuir le système scolaire français, Jean Monnet part pour Londres et y apprend les affaires et la langue du commerce, l'anglais. Dès 1906, son père l'envoie à l'étranger au service de l'entreprise familiale. " *N'emporte pas de livres, lui dit-il. Personne ne peut réfléchir pour toi. Regarde par la fenêtre, parle aux gens...* " Ses nombreux voyages d'affaires conduisent le jeune homme en Scandinavie, en Russie, en Egypte, au Canada et aux Etats-Unis.



"Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé"

En 1914, réformé pour des problèmes pulmonaires, Jean Monnet veut néanmoins servir son pays. La fusion des efforts de guerre de la France et de l'Angleterre lui paraît être la condition essentielle de la victoire. Constatant que les Alliés agissent en ordre dispersé, Monnet propose au Président du Conseil, avec succès, de mettre en œuvre un plan de coordination des ressources de guerre alliées.

Grâce à ses mérites, Jean Monnet, est appelé - à 31 ans - par Clémenceau et Balfour au poste de secrétaire général adjoint de la *Société des Nations* (créée en 1919). Désillusionné, il démissionne de ce poste en 1923 et se consacre à la gestion de l'entreprise familiale, alors en difficulté.

" La SDN a été une désillusion... Pendant la guerre la mise en commun des ressources et l'organisation alliée résultaient d'une action commune, mais j'avais oublié que cette action commune résultait de la guerre, de l'absolue nécessité de s'entendre. ...Dans le règlement des questions les gouvernements recherchaient leurs intérêts propres et non pas la solution des problèmes eux-mêmes. Les événements auxquels j'ai été profondément mêlé ont marqué toute ma vie et influencent encore mon action."

[cité par Roussel, p.102]

Quelques années plus tard, en tant que financier international, Monnet participe au redressement économique de certains pays d'Europe centrale et orientale: ainsi il contribue à la stabilisation du zloty en Pologne en 1927, du leu en Roumanie en 1928. L'expérience de la haute finance internationale le conduit même, en 1929, à fonder et coprésider une grande banque américaine à San Francisco, la *Bancamerica-Blair*.

En cette même année, la vie de Jean Monnet bascule. Le célibataire affirmé rencontre, lors d'un dîner qu'il donne chez lui, l'épouse de l'un de ses collaborateurs (Francisco Giannini). Jean Monnet tombe amoureux de Silvia, née de Bondini, jeune Italienne de 22 ans. Cet amour est vite partagé. Mais, la loi italienne n'admet pas le divorce. " *J'avais essayé de trouver une solution pour épouser ma femme dans tous les pays possibles et imaginables: en Italie, aux Etats-Unis, ailleurs encore, mais j'ai découvert ... que même en Chine je ne pourrais pas trouver de solution.* " Pendant cinq

ans, ses amis avocats vont étudier les possibilités de sortir de l'impasse juridique dans laquelle le couple se trouve, sans résultat. Finalement, c'est Ludwik Rajchman (médecin polonais et futur fondateur de l'UNICEF, lié à l'époque à l'ambassadeur soviétique en Chine) qui lui conseille de se rendre en

URSS pour se marier: là, il était possible pour Silvia de divorcer et de se remarier sous la loi soviétique. Le 13 novembre 1934, le couple se retrouve donc à Moscou. Silvia adopte la nationalité soviétique, divorce unilatéralement - ce que permettait la loi de ce pays - pour finalement pouvoir se marier légalement avec son conjoint. Toutefois, la cérémonie religieuse n'a eu lieu que trente ans plus tard, à Lourdes. Notons que deux filles sont issues du mariage: Anna et Marianne.

De 1934 à 1936, Jean Monnet vit effectivement en Chine, pour aider à la réorganisation du réseau ferroviaire.

En 1939, les gouvernements français et britannique l'appellent à Londres pour présider l'organisation de mise en commun des capacités de production des deux pays. C'est au moment de la défaite française de juin 1940 qu'il inspire à de Gaulle et Churchill l'audacieux projet d'union totale de la France et du Royaume-Uni, fusion qui devait permettre aux deux pays alliés de faire face au nazisme. Mais, à quelques heures près, Pétain accepte la défaite de la France et signe l'armistice; de ce fait, ce projet ne verra jamais le jour.

En août 1940, Jean Monnet est chargé par le gouvernement anglais d'une mission aux Etats-Unis, en tant que membre du *British Supply Council*, afin de négocier l'achat de fournitures de guerre. Dès son arrivée à Washington, il devient un interlocuteur privilégié du Président Roosevelt. En 1941, le Président Roosevelt, en accord avec Churchill, met en place le *Victory Program* qui signifie l'entrée en force des Etats-Unis dans la guerre.

En 1943 à Alger, Monnet devient membre du gouvernement de la France libre. Le 5 août, il s'adresse ainsi au Comité : " *Il n'y aura pas de paix en Europe si les Etats se reconstituent sur une base de souveraineté nationale, avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique (...) Les pays d'Europe sont trop étroits pour assurer à leurs peuples la prospérité et les développements sociaux indispensables. Cela suppose que les Etats d'Europe se forment en une fédération ou en une entité européenne qui en fasse une unité économique commune* ".

A la Libération, à la demande du général de Gaulle, il élabore et met en oeuvre le plan de modernisation et d'équipement permettant de relancer l'économie française.

"Faire l'Europe, c'est faire la paix"

" *...Une autre guerre est proche devant nous si nous ne faisons rien. L'Allemagne n'en sera pas la cause, mais elle en sera l'enjeu. Il faut qu'elle cesse d'être un enjeu, qu'elle devienne au contraire un lien. Seule la France peut actuellement prendre une initiative. Qu'est-ce qui pourrait lier, avant qu'il ne soit trop tard, la France et l'Allemagne, comment enraciner dès aujourd'hui un intérêt commun entre les deux pays... Quand je revins à Paris dans les premiers jours d'avril[1950], je n'avais pas encore la réponse toute prête...mais le temps de l'incertitude était passé....* "

Les échéances internationales se rapprochaient. En mai, Robert Schuman [ministre français des Affaires Etrangères, né à Luxembourg] devait rencontrer à Londres ses collègues Ernest Bevin et Dean Acheson pour discuter de l'avenir de l'Allemagne... Le ministre français n'avait aucune proposition constructive à emporter, bien qu'il eût beaucoup cherché en lui, beaucoup interrogé autour de lui. Pour ma part, je commençais à voir clair.... " [Mémoires, p.342/346]

En cette année 1950, devant la montée des tensions internationales, Jean Monnet estime donc le moment venu de tenter un pas irréversible vers l'union des pays européens. Dans sa Maison des Yvelines, il conçoit, avec son équipe (Etienne Hirsch, Paul Reuter), l'idée de la Communauté européenne. Le 9 mai 1950, avec l'accord du Chancelier Adenauer, Robert Schuman fait au nom du gouvernement français la déclaration préparée par Jean Monnet et proposant de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune ouverte aux autres pays d'Europe. " *Par la mise en commun des productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix*" déclare Robert Schuman. Aussitôt la RFA, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas y répondent favorablement. Ainsi naît la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), dont Jean Monnet devient, en 1952, le premier président.

En 1955, pour relancer la construction européenne après l'échec (dû au 'non' français) de la Communauté européenne de défense (CED), Monnet fonde le "Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe". Sous son infatigable impulsion, ce comité, qui regroupe partis politiques et syndicats européens, devient un remarquable instrument d'entraînement de toutes les initiatives en faveur de l'union de l'Europe: création du Marché commun, du Système Monétaire Européen et du Conseil européen, adhésion britannique à la Communauté, élection du Parlement européen au suffrage universel.

Jusqu'à ses derniers jours, Jean Monnet garde la conviction inébranlable que les nations européennes doivent s'unir pour survivre: " *Continuez, continuez, il n'y a pas pour les peuples d'Europe d'autre avenir que dans l'union*", répétait-il à ses interlocuteurs. Toute sa vie, il a eu un objectif : " *Faire travailler les hommes ensemble, leur montrer qu'au-delà de leurs divergences ou par dessus les frontières ils ont un intérêt commun.* "

Retiré dans sa Maison d'Houjarray, Jean Monnet consacre ses dernières forces à rédiger ses "Mémoires" dans lesquelles il lègue les leçons de son expérience et sa méthode d'action. Il meurt le 16 mars 1979 à l'âge de 91 ans. Ses cendres ont été transférées au Panthéon le jour de son centenaire.

Jean Monnet aimait citer cette devise de Dwight Morrow : " *Il y a deux catégories d'hommes: ceux qui veulent être quelqu'un et ceux qui veulent faire quelque chose*". S'il est un homme que l'on peut ranger sans hésiter dans la seconde catégorie, c'est bien lui. Il en convenait d'ailleurs bien volontiers, ajoutant " *il y a moins de concurrence*".

Une résolution des chefs d'Etats et de gouvernement, réunis en Conseil européen à Luxembourg le 2 avril 1976, a décerné à Jean Monnet le titre de "Citoyen d'honneur de l'Europe".

(sources : Association Jean Monnet, 9bis rue Georges Berger, F-75017 Paris, Eric, Roussel, François Fontaine, Josy Peschon)

Internet @

Les forums continuent...

Ne manquez pas de visiter sporadiquement le site du réseau culturel et citoyen FCE: <http://fly.to/fce> qui donne accès aux actualités et aux archives du bulletin politique et littéraire ainsi qu'aux éditions de la marque non commerciale de CD du même sigle. De nombreuses rubriques permanentes sont à votre disposition...

Participez aux **groupes de diffusion et d'échanges** :

fceflashes@yahoogroupes.fr [« FCE – le fédérateur »] et fceflash@yahoogroupes.fr [« Flash Compact Edition »].

Aux forums Yahoo!, tous les membres peuvent envoyer et exposer des informations, des documents, voire des photos... On y gagne aussi des CD FCE!



AGENDA
FCE - Luxembourg



Das politische Vermächtnis von Karl Renner

Karl Renner, der nach dem Ersten Weltkrieg österreichischer Bundeskanzler und nach dem Zweiten Weltkrieg Bundespräsident war, schrieb 1937 eine Art politisches Vermächtnis in dem Buch "Die Nation: Mythos und Wirklichkeit". Er legt darin folgendes dar:

In der [franz.] Verfassung von 1789 heißt es, die volle Souveränität steht der Nation zu. Das heißt: es gibt über der Nation keine geistliche und keine weltliche Macht. Aber ist das der Endpunkt der Entwicklung? Stehen nun die Nationen anarchisch frei auf der Weltbühne nebeneinander, ohne Verantwortung und an nichts gebunden als an ihren egoistischen Eigenwillen? Steht die Nation über dem Recht? Das über den Nationen schwebende Recht, das Völkerrecht, ist ein Recht im luftleeren Raum, denn es gibt keine Gewalt, die ihm Geltung verschafft. Ein Staat kann heute jedes Unrecht tun, das er will. Er ist souverän. Deshalb kann Bernhardt ungestraft und unter Beifall der Chauvinisten schreiben, Bestrebungen, den Krieg abzuschaffen, müssen als unsittlich bezeichnet werden und als menschenunwürdig gebrandmarkt werden. Diese Ideologie leugnet jeden Rechtszustand, der zwischen den Staaten besteht, er verwirft die Zweckmäßigkeit und Notwendigkeit eines übernationalen Rechts. Anstelle des Rechtsgedankens tritt die Raubtierphilosophie. Sie erklärt das Mordhandwerk zum Instrument der Zivilisation. Grillparzer sagt: 'Von der Humanität durch Nationalität zur Bestialität.'



Le concept de multination, qui avait été théorisé dès le XIX^e siècle par Otto Bauer notamment, fait l'objet aujourd'hui d'une redécouverte. Il repose essentiellement sur deux idées. D'une part, dissocier la nation de l'État, de façon à garantir la neutralité de ce dernier. D'autre part, refondre le droit à l'autodétermination. Ce dernier est devenu un droit à la sécession; or, il pourrait aussi consister à choisir de ne pas faire sécession mais de jouir de l'autonomie au sein d'un État multinational. En outre, le point essentiel est que ce droit à l'autodétermination deviendrait individuel: chacun pourrait ainsi choisir sa nation, au même titre qu'il choisit sa religion.

Voir aussi sur la toile sous :

http://www.breizh.net/identity/galleg/identite_globalisation.htm

Das Recht zivilisiert. Es hebt den Kampf nicht auf, es formt ihn nur um. Der Kampf ums Recht ist deshalb ein auf eine höhere Ebene gehobener Kampf ums Dasein mit humanen Mitteln. Diese Mittel sind der Wahlkampf und die parlamentarische Auseinandersetzung. Im Parlament wird neues Recht geschaffen.

Aber Rechte müssen auch durchgesetzt werden. Selbsthilfe ist ein Rückfall in die Barbarei. Das ist die Notlage der Nationalstaaten, daß sie ihre Rechte nur mit Hilfe des Faustrechts durchsetzen können. Es gibt kein Gericht und keine Instanz, die den Rechtsspruch vollzieht. Die Nation genießt einen kümmerlichen Rechtsschutz. Die Begründung der Nationalstaaten kann nur der erste Schritt sein, weltweit das Recht durchzusetzen. Es gibt keinen Halt, bis die Nation in einer internationalen Rechtsordnung unter einer wirksamen höchsten Gewalt eingegliedert ist. Und dies ist die neue, zweite Phase, die seit der Gründung des Völkerbundes eingetreten ist, obwohl alle Dämonen gegen diese übernationale Rechtsordnung losgelassen zu sein scheinen. In der abgelaufenen Phase war das Streben nach nationaler Souveränität entwicklungsfördernd, revolutionär. In der neuen Phase ist sie entwicklungshemmend.

Es fehlt ein Gerichtshof, der den Nationen die Verfolgung ihrer Rechte ohne Gewalt erlaubt. Der Begriff der nationalen Souveränität kann nur ein geschichtlicher Übergangsbefehl sein. Weltwirtschaft und Weltverkehr haben dazu geführt, daß die Nationen faktisch ihre Souveränität schon verloren haben. Das Recht muß nun diesen Tatsachen Rechnung tragen.

In der höchsten Kriegsnot des Ersten Weltkrieges erkannte man, daß der Welt eine übernationale Ordnung nottue. Entweder Rückfall in die Barbarei des Krieges oder endlich Begründung der Rechts- und Friedensgemeinschaft der Nationen. Die nationale Souveränität, die sich auflehnt gegen das Gesamtinteresse der Menschheit, die sich einer Weltfriedensordnung widersetzt, wird zum wahren Feind der Menschheit. "Ja, die Souveränität ist der Feind!" sagt Karl Renner. "Denn sie verheißt den immer wiederkehrenden Waffengang zwischen den Nationen, ihre niemals endenden Wirtschaftskriege, die Verstümmelung und Verelendung des gesamten Menschengeschlechts. Die Souveränität ist der Feind aller geworden, selbst der Starken. - bis auf eine einzige Souveränität, die erst herzustellen ist, bis auf jene des Gesamtbundes der zivilisierten Nationen!"

zusammengefasst von Richard Beiderbeck: www.koinae.de

Tribune

LES VICISSITUDES DU PACIFISME

par Georges Krassovsky

Une question lancinante me turlupine depuis des décennies: étant donné qu'une écrasante majorité des gens ont horreur de la guerre, comment est-ce possible qu'il y ait toujours des guerres et qu'elles deviennent même de plus en plus meurtrières? Au XX^{ème} siècle, il y eut des millions de victimes et en ce début du XXI^{ème}, il y a au moins une vingtaine de conflits armés à travers le monde. Or, la guerre, ce n'est pas seulement quelque chose d'abject et d'horrible, c'est aussi quelque chose de complètement stupide. D'après les experts de l'ONU, les dépenses militaires globales s'élèvent à plus de 1.000.000.000.000 de dollars par an. Oui, mille milliards! Or, les mêmes experts ont calculé que le quart de cette somme suffirait pour satisfaire tous les besoins vitaux de

l'humanité entière. Autrement dit: éradiquer la misère et mettre un terme aux humiliations des laissés pour compte. Ce qui supprimerait, par la même occasion, le terrorisme qui n'est qu'une forme de guerre avec des moyens artisanaux, mais qui pourrait bien devenir un jour nucléaire. La paix - la vraie paix sans armes - n'est donc plus seulement un idéal moral, c'est une question de survie de l'espèce humaine dans son ensemble. Hélas! Rien n'est fait dans ce sens! Aux différents « sommets » qui réunissent les chefs d'Etats ou leurs représentants, le problème, pourtant crucial, du désarmement n'est jamais abordé. L'industrie d'armement est en plein essor et ce sont «les grandes puissances» qui en sont les plus gros bénéficiaires. Il s'agit là de chiffres et de faits que personne ne peut contester.

Il ressort de ce qui précède qu'à part les fabricants et les marchands d'armes, complètement dépourvus de toute conscience morale et quelques fous paranoïaques assoiffés de «pouvoir», tout le monde considère la guerre comme un mal absolu. Mais les réactions et les attitudes que cela suscite chez nos contemporains sont très diverses. Passons-les en revue, cela nous aidera peut-être à comprendre comment se fait-il que l'on n'arrive toujours pas à mettre la guerre définitivement hors la loi.

Il y a LES JUSTIFICATEURS. Ils déplorent évidemment qu'il y ait des guerres mais estiment que, pour des raisons de «sécurité» (sic!), il ne faut pas «baisser la garde», et ils ressortent toujours le pernicieux adage romain: «Si tu veux la paix, prépare la guerre». D'après eux, tout Etat doit être en mesure de «se défendre» contre un éventuel agresseur. Une affirmation riche en équivoques, étant donné que chaque belligérant prétend toujours avoir été agressé par l'autre. Et puis, si on est amené à se battre et à tuer, c'est toujours au nom des nobles causes: la Défense de la Patrie, la Justice, la Liberté, la Démocratie, et même la Paix! Ce qui est un comble! Les guerres dites «préventives»! Tout cela est évidemment répercuté par les médias qui sont souvent à la solde des gouvernements, et cela marche! Même au pas cadencé! C'est effectivement l'état d'esprit de la plupart des militaires de carrière.

Il y a LES RÉSIGNÉS. Ceux qui croient qu'il n'y a rien à faire pour juguler les guerres. Ayant constaté la faillite de tous les mouvements pacifistes, ils en ont déduit que la lutte pour la paix et le désarmement est une lutte du pot de terre contre le pot de fer! Selon eux «s'il y eut toujours des guerres et il y en aura toujours»! Ils en sont, bien sûr, affligés mais accordent désormais la priorité à leurs problèmes personnels et aux amusements («le cirque» !). Il est probable qu'à l'heure actuelle c'est l'état d'esprit de la majorité. Comment expliquer autrement les foules immenses qui se rassemblent aux cours des manifs salariales et aux stades de foot, alors qu'il y eut l'année dernière à peine une centaine de pacifistes qui sont venus à la Place du Carrousel pour huer les participants au salon de la vente d'armes *Eurostory*, reçus en grande pompe à la Pyramide du Louvre? On aurait toutefois tort de considérer «les résignés» comme étant définitivement irrécupérables. Mais il faudrait sans doute leur parler autrement, cesser de leur faire des reproches, cesser de les culpabiliser, cesser de les comparer aux autruches...

Il y a LES ANTI-CAPITALISTES qui ramènent tout à l'économie. Ils affirment - sur un ton souvent péremptoire - que pour qu'il n'y ait plus de guerres, il faudrait éliminer

les causes qui les provoquent, et selon eux, ces causes sont essentiellement d'ordre économique. Il y a du vrai dans cette approche mais il se pourrait que vouloir changer la société fasse partie des vœux pieux et que si c'est par la violence, cela risque de tourner au cauchemar: les guerres dites « civiles ». Si, dans l'immédiat, on pouvait instaurer - à partir des budgets militaires - un revenu d'existence pour tous les Terriens, ce serait déjà pas mal ! Et c'est faisable.

Il y a LES ROMANTIQUES DE LA GUERRE. Ce sont surtout des jeunes gens qui ont lu des romans «de cape et d'épée» et les récits qui vantent «la virilité», l'héroïsme et même le sacrifice sur «le champ d'honneur»! Fort heureusement, il y a de moins en moins de ces adolescents «idéalistes», bien que dans certains pays on continue à former les garçons dans cet esprit. On les «forme» en les déformant! Les terroristes-martyres, qui tuent en se tuant, proviennent du même tonneau. En recourant aux méthodes de la manipulation, c'est si facile de déshumaniser les êtres humains et d'en faire des assassins.

Il y a LES PÉNITENTS qui se frappent la poitrine et qui affirment, en prenant un air inspiré, que si on veut promouvoir la paix dans le monde, il faut l'instaurer d'abord en soi. La prière en serait un précieux adjuvant. Il y a toute une littérature dite «spiritualiste» qui est associée à ce processus d'autoculpabilisation et de repentance. La nature humaine considérée, a priori, comme étant foncièrement mauvaise, on peut passer sa vie en cherchant à s'«améliorer» et, pendant ce temps, les guerres continuent...

Il y a enfin LES PACIFISTES! Eh oui, ils vont passer également sur la sellette, étant donné qu'ils ont, eux aussi, leur part de responsabilité dans les vicissitudes du pacifisme. Le constat d'échec de ce dernier est effectivement flagrant! Les pacifistes sont, certes, des gens admirables. Ils ont tous horreur de la guerre et souhaitent ardemment que la paix s'installe sur toute la Terre. Mais ils s'y prennent - hélas ! - très mal! Que font-ils, en effet, pour empêcher les guerres? Ils décident de créer une association! Il y a une multitude de ces associations à travers le monde ⁽¹⁾. Or, il s'y produit constamment le même phénomène: au bout de très peu de temps, l'association devient plus importante que le but pour lequel elle a été créée, c'est-à-dire la paix! On en parle toujours, bien sûr, mais c'est surtout pour attirer des nouveaux adhérents. Pardi «l'union fait la force»! Il faut être nombreux pour s'imposer! Il s'agit là sans doute d'une survivance du vieil instinct grégaire qui poussait nos lointains ancêtres à s'unir pour faire face aux dangers qui les menaçaient. Ils formaient des groupes, des troupes. A notre époque super-administrative, c'est devenu un peu plus compliqué: pour devenir «officielle», toute association doit être déclarée avec son titre, ses statuts, son comité de direction. Bref, «on s'organise»! Or, c'est là que commencent toutes sortes de complications. C'est que dans toute association il y a «la tête» (les dirigeants) et «les membres» (les adhérents). La plupart des dirigeants sont des personnalités charismatiques, des «dominants» et il en résulte souvent des situations conflictuelles aussi bien au sein de l'association qu'entre les associations qui poursuivent pourtant toutes le même but. Tous affirment évidemment «lutter pour la paix» mais cette «lutte» prend des formes très diverses. Les uns sont pour l'objection des consciences généralisées et soutiennent les déserteurs

Le buste de Gandhi à
Luxembourg

(2). Alors que les responsables d'associations à base confessionnelle font preuve d'une prudente réserve, en évitant d'aborder l'épineux problème du désarmement (surtout s'il s'agit du désarmement unilatéral). D'autres encore n'exigent l'interdiction que d'une seule catégorie d'armes, les missiles nucléaires, les mines antipersonnelles, les armes dites «légères». Cette mésentente et cette dispersion d'efforts sont d'autant plus ennuyeuses que cela conforte la thèse des «résignés» et leur fait dire: «Vous voyez! Même les pacifistes ont du mal à s'entendre. Comment voulez-vous que la paix règne sur Terre!» Ces divergences concernent surtout les dirigeants d'associations. Quant aux adhérents, il semble que la plupart se contentent de verser régulièrement leurs cotisations et de signer de temps en temps des pétitions. Cela donne bonne conscience! «On fait quelque chose!» Malgré leur âge, souvent avancé, ils se plaisent d'assister à des Assemblées générales et à des réunions où l'on prêché à des convertis. Cela fait toujours tellement plaisir de retrouver des amis et de s'indigner et d'espérer de concert! Ce rôle d'adhérent placide ne convient toutefois pas à certains membres qui veulent agir, lutter, combattre. Ce sont «les militants» et leur «combat» consiste principalement à amener à l'association des nouveaux adhérents, autrement dit à faire du prosélytisme. Leur mot d'ordre est: «Adhérez!». Or, c'est là que le bat blesse. L'écrasante majorité des gens n'ont nulle envie d'adhérer à quoi que ce soit, d'«appartenir» à quoi que ce soit, d'être «encartés», «enregistrés». Or, c'est justement sur eux que s'acharnent les militants de toutes les obédiences. Ils cherchent à convaincre mais n'arrivent qu'à agacer et à faire fuir ceux qu'ils voudraient attirer. C'est sans doute là une des raisons majeures pour lesquelles il y a si peu d'adhérents aux associations pacifistes, si peu d'abonnés à leurs publications. Si peu d'effets aussi de tout ce qui se fait «pour la paix»! Il est, par conséquent, urgent de changer de méthode d'action. Le prochain numéro du NOUVEL HUMANISME y sera consacré. En attendant, j'invite mes lecteurs et lectrices à y réfléchir et à me communiquer éventuellement les fruits de leurs réflexions.

- (1) Il existe même un répertoire de ces associations dans tous les pays du monde. Il est publié en Angleterre sous le titre PEACE DIARY et peut être commandé en France à UNION PACIFISTE, B.P. 196 F-75624 PARIS Cedex 13. Prix: 11 € port inclus.
- (2) Ce sont notamment: LES QUAKERS (114, rue Vaugirard, F-75006 Paris), UNION PACIFISTE (B.P. 196, F-75624 Paris Cedex 13), LE NOUVEL ELAN (31, rue Foch, F-59126 Linselles), PARLER PAIX (16 rue Anatole France, F-89000 Auxerre) et DOUCEUR ET HARMONIE (F-66230 Serralongue). Les publications à tendance libertaire et rationaliste abondent dans le même sens.

Contact : Georges Krassovsky, Le Nouvel Humanisme, B.P. 164, F-75664 PARIS Cedex 14.

**V
I
V
E** l'Europe !

Compacts FCE



Carte de visite no 9

échantillons des productions de l'année

CD FCE réf. FCE 2006

Le disque compact d'échantillonnage **CARTE DE VISITE n° 9** présente le «bouquet» des productions récentes de la marque non commerciale «FLASH COMPACT EDITIOUN». Il est distribué, comme chaque année, aux acteurs culturels associés ainsi qu'aux bienfaiteurs (don annuel à partir de 12,50.-EUR : CCRA LULL de FCE: [IBAN LU08 0090 0000 2031 0009](https://www.iban.com/iban/LU080090000020310009)) encourageant les activités non lucratives de l'éditeur culturel FCE.

Sur ce CD vous pouvez découvrir des artistes nouveaux comme Jasna Nadler, Alla Tolkacheva, Sheila Pigeon, Piotr Moss, Joseph Miltschitzky... et retrouver Margaret Lion, *l'Amstel Saxofoon Kwartet*, Markus Brönnimann, Ria Favoreel et THE ART OF MUSIC (chant grégorien).

Ecoutez des extraits des CD FCE en format MP3 sur Internet:

<http://fce.levillage.org> (Atelier) ou
<http://listen.to/fce> (Réseau)

"La musique et les arts constituent un antidote à ce qui fait obstacle à l'harmonie entre les hommes. Faire de la musique, ce n'est pas seulement jouer et chanter, c'est aussi écouter. En apprenant dès son plus jeune âge à écouter l'autre, l'enfant découvre ce qu'est la tolérance et se protège de ses instincts barbares. La musique devrait lui appartenir, comme l'air, l'eau et le lait, car, à nos yeux, elle fait partie des droits humains."

MIGUEL ANGEL ESTRELLA et YEHUDI MENUHIN

Feuilleton

Inauguration du
complexe de méditation intergalactique du
TRAMSSCHAPP en 2066

(suite du no 111)

« Mes meilleurs souvenirs sont
ceux du futur ».

SALVADOR DALI

Ce navire revenait d'une croisière de surveillance au large des côtes des républiques britannique et irlandaise sur lesquelles débarquaient clandestinement des ressortissants des fédérations nord-américaines. La plupart étaient des jeunes en quête d'aventure ou de pauvres bougres espérant un meilleur sort dans la FEOC. Toutefois, parmi ceux-ci se glissaient des membres de l'UDCB dont les intentions n'étaient guère amicales. Ils tentaient de se faire passer pour des étudiants ou des touristes désireux d'approfondir leur connaissance de la civilisation du vieux Continent ou d'en admirer les vestiges ou les reconstitutions élaborées. En effet, depuis la généralisation des procédés de mise en trois dimensions, on pouvait vivre une semaine dans la Venise du XVIII^{ème} siècle dans d'authentiques décors avec des comparses en costumes d'époque. Il en allait de même pour d'autres expériences similaires dans divers hauts lieux du passé européen, comme la place Stanislas à Nancy ou le Zwinger de Dresde. Des forfaits pour toutes les bourses électroniques étaient prévus dans les kiosques d'offres d'événements historiques.

Il était évident que tout ce joli monde était la plupart du temps rapidement repéré sur les criques et les îlots, car il n'émettait pas le signal inimitable des personnes ayant fait l'objet d'une procédure d'admission à l'un des portails d'entrée de la FEOC. Toutefois, l'UDCB disposait des moyens pour doter ses membres des divers visas et permis nécessaires. Ses faussaires étaient parvenus à produire d'« authentiques » logiciels similaires en tous points à ceux délivrés par les distributeurs agréés et sécurisés situés dans la Confédération américaine. Ces distributeurs jouaient le rôle de consulats de la FEOC et contrôlaient les identités des ressortissants nord-américains qui voulaient se rendre en Europe ou dans les territoires en relevant.

Arthur commanda un copieux petit déjeuner composé largement de céréales et de fruits frais de saison. En attendant que le polyvalent le lui apporte sur un plateau comme naguère, il relut rapidement sur son feuillet

électronique le dossier des personnes appréhendées avec le ménagement qui s'impose pour les citoyens d'une confédération amie. Ils avaient été surpris d'être ainsi arrêtés malgré leurs sauf-conduits parfaitement contrefaits. Une fois de plus les bioinformaticiens du technopole de Nancy-Metz-Pretzelbourg avaient réussi à piéger ces terroristes bien-pensants. Ils avaient mis au point un système de changement aléatoire des procédures d'admission dans la FEOC que ne pouvaient absolument pas reproduire les équipes spécialisées de l'UDCB. Ces faux touristes étaient rapidement conviés à un entretien avec des agents ou agentes du service d'accueil parfaitement au fait de leurs agissements et parlant un impeccable anglais d'Amérique du Nord. Les pauvres bougres, persuadés de leur bon droit et de la haute valeur morale de leur mission, étaient mal préparés à ce genre de situation. Ils ne trouvaient pas grand chose à dire pour expliquer leur tentative de franchissement frauduleux des confins occidentaux de l'ensemble européen. On leur expliquait calmement qu'ils s'étaient fourvoyés et qu'il revenait aux Européens de les remettre sur le chemin de la raison. On les débarrassait promptement de leur attirail électronique. Puis on leur remettait de nouveaux vêtements aux couleurs de la fédération européenne ne contenant aucun circuit. Une seule puce habilement dissimulée dans le fil de trame permettait de les suivre pas à pas dans la réserve de parcage des clandestins installée dans la pointe méridionale de l'île de la Solidarité. L'endroit avait été particulièrement bien soigné par les concepteurs qui y avaient rassemblé les plus beaux paysages du nord de l'Europe à une échelle légèrement réduite.

Après avoir dégusté le plantureux petit déjeuner apporté par le polyvalent, Arthur enfourcha un des pédalocycles dernier cri mis à la disposition des usagers du chalhôtel et se rendit silencieusement dans la zone d'accueil des clandestins.

JÉROBOAM (à suivre)

Vatican: rétrospective 1984

LE PROCES CONTRE LA
THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

(extrait des Echos de Vitoria, du 2/9/1984)

La convocation à Rome du principal théologien du Brésil, Leonardo BOFF, est un événement qui fait grand bruit. On est bien persuadés que la comparution de L. BOFF, le 7 septembre [1984], devant les grands-prêtres de l'ex-Saint Office, n'aboutira pas à une condamnation: ce serait trop dangereux. Il est beaucoup plus habile de jeter le discrédit sur L. BOFF, après le péruvien GUTIERREZ, et à travers eux sur la théologie de la Libération. Le document signé par le Cardinal RATZINGER intitulé "Instructions sur quelques aspects de la Théologie de la Libération" n'est pas encore public, mais est

déjà dans la main des évêques. Il alerte les théologiens sur le risque de "marxisation" de la figure de Jésus, affirmant que Christ ne peut perdre son caractère "divin" dans les analyses théologiques. Selon plusieurs évêques brésiliens, cette préoccupation est "absolument inutile, parce que, au Brésil, aucun théologien n'a perdu la dimension divine du Fils de Dieu." Toutefois, les évêques sont préoccupés par l'interprétation du document, telle que vont la faire certains secteurs (ecclésiastiques et politiques) intéressés à "déstabiliser" l'unité de l'Eglise.

Que l'intention des auteurs romains du procès soit directement ou indirectement politique, je préfère n'en pas parler ici. Mais le résultat, lui, est certain: c'est un appui très intéressant pour ceux qui en ont assez de voir une Eglise engagée, dans les faits et non seulement en paroles, avec les pauvres pour leur libération ! Et que cela puisse être interprété comme un appui objectif à un système économique qui tue chaque année des millions de pauvres, cela fait très mal !

Quant à Leonardo BOFF marxiste, ce n'est pas sérieux ! Un exemple: notre archevêque est, dans l'épiscopat brésilien, de la tendance dite "modérée" c'est-à-dire qui penche du côté conservateur). Si L. BOFF était marxiste, vous imaginez cet archevêque l'invitant à prêcher la retraite des prêtres du diocèse en mars 1985, comme cela est prévu ?

Pour réaliser la passion que déchaîne ici l'attitude du Vatican, voici un extrait de lettre que j'ai reçue il y a quelques jours d'un séminariste (franciscain, comme L. BOFF) : "*Comme Leonardo lui-même nous l'a dit, le problème de sa convocation à Rome n'est pas tant important pour sa personne que pour le cheminement de l'Eglise Latino-Américaine. Réellement, c'est le retour de l'Inquisition en plein 20^{ème} siècle... Une énorme pétition est en train de se faire, du nord au sud du pays... Espérons avec confiance que ce procès machiavélique n'arrivera pas à perturber la marche du peuple de Dieu sur la route de la Libération.*"

(Gaby Maire, prêtre assassiné à Vitoria en 1989)
« LES AMIS DE GABRIEL MAIRE », F-39600 PORT LESNEY

PROFETA GABRIEL

Prefiro morrer pela vida do que viver pela morte
No meio da gente sofrida, sua voz ainda ecoa forte
Não morre o seu sonho de paz
Democracia é a gente que faz...

Refrão:

Profeta gabriel, sua luta não foi em vão
Seu sangue é semente de vida
E virá o dia da libertação

Sua fé comprometida, poderosos incomodou
Na defesa do direito à vida, ou na luta do trabalhador
Não morre o seu sonho teimoso: Reino de Deus
Na história do povo...

Calaram o nosso profeta
tomaram mais um irmão
Não muda a nossa meta: Mundo Novo - Transformação
Não morre o teu sonho, Gabi
Reino de Deus, construímos aqui...

(Helder Salomão)

Esta canção fala de um mártir de nossa terra: pe. Gabriel... lutador... questionador... irmão... Alguns anos já se passaram, porém, a presença dele é tão forte... Com toda certeza está bem vivo no meio de nós... Pe. Gabriel sempre PRESENTE!

(Raquel Passos)

Au Brésil, Leonardo Boff, l'un des chefs de file, dans les années 70-80, de la théologie de la libération - assimilée par le nouveau pape au marxisme - estime "qu'il sera difficile d'aimer" Benoît XVI.

"En tant que chrétien, j'accepte et je respecte la décision, fruit du choix des cardinaux. Mais il sera difficile d'aimer ce pape en raison de ses positions sur l'Eglise et le monde", a déclaré l'ancien franciscain, condamné en 1985 à un "silence obséquieux", et qui a quitté les ordres en 1996.

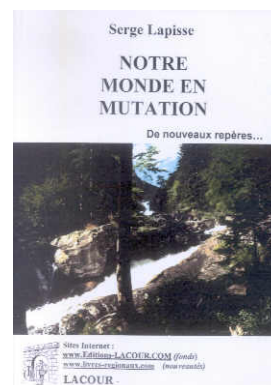
(Courrier international, 20/04/2005)

Livres

Notre Monde en Mutation

Serge Lapisse

Editions Lacour-Ollé, 346 pages, 18.- €



"Je pense que la créativité représente la chance pour l'homme du III^e millénaire. Je suis d'avis qu'il faut donc aider l'art sous toutes ses formes à se développer. A mon modeste niveau, j'organise chaque année le 2^e week-end du mois de novembre une fête littéraire et artistique. Au coeur de celle-ci se rencontrent écrivains et

autres artistes (peintres, sculpteurs...) pour des échanges divers", nous apprend Serge Lapisse sur la page Internet du Centre régional des Lettres Midi-Pyrénées.

Formateur, conseil de vie, docteur en droit, Serge Lapisse (pseudonyme: Christian Vidal) a d'abord écrit dans le domaine du droit de la santé (ce qui était sa formation originelle) et pour une meilleure reconnaissance des médecines naturelles. Il a ensuite étudié - en autodidacte - la philosophie, la psychologie, la sociologie, et s'est adonné à la poésie et à la prose.

Dans son nouvel ouvrage, Notre Monde en Mutation, l'auteur tente - sous l'angle hexagonal - une analyse des capacités de développement du bien-être au sein de nos sociétés actuelles et futures, appelées à se transformer au contact des bouleversements scientifiques et de l'évolution des moeurs. « J'essaie de faire évoluer mes recherches vers un art de vivre équilibré pour les êtres humains », tel est son objectif majeur.

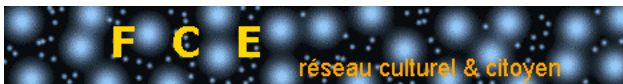
Au fil du parcours conduisant à la « société au service de l'homme » décrite dans la dernière section du livre (Chapitre XI), le lecteur est amené à s'interroger sur les piliers d'un renouveau

démocratique et social à l'échelle mondiale que sont la communication, la créativité et la spiritualité.

Le Chapitre VII est dédié plus spécifiquement à la question économique du travail, à considérer comme élément de libération et d'accomplissement de l'homme moyennant la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'organisation (abandon du principe rigide 'taylorien', réseau relationnel, diminution et meilleure répartition des temps de travail, revenu minimum non professionnel pour chacun ...).

Les nouveaux défis posés à l'enseignement (culture holistique, formation «à la carte»...) et à l'administration (souplesse moderne sans tomber dans l'excès de privatisation, campagnes d'information...) par toutes ces idées nouvelles sont également passés en revue.

Voilà un livre encourageant et contagieux sans doute qui invite avant tout à une réflexion personnelle positive visant à dépasser nos états d'esprit en crise (les anciennes valeurs n'ont plus cours et les nouvelles ont du mal à percer) : « C'est à chacun de nous qu'il appartient de bien gérer nos pensées afin de ne faire passer dans nos paroles et nos actions, que des élans et des idées donnant à notre vie un air de fête permanent. »



Vers une démocratie internationale

La planète ne va pas bien. La construction européenne piétine. Nos démocraties s'alanguissent. Je crois que le moment est venu de penser politiquement la réalité nouvelle qui a fait irruption au XX^{ème} siècle, une réalité qui enserre nos existences comme un tout. Cette réalité, c'est le monde... L'absence de gouvernance internationale démocratique pose un problème vital à la démocratie. Or, nous ne pouvons ni abandonner la poursuite d'un bien commun global, ce qui nous condamnerait à subir les désordres actuels du monde, ni laisser flétrir nos démocraties sous l'effet grandissant du sentiment de dépossession de leur propre destin que manifestent nos concitoyens...

La globalisation des enjeux, pour le meilleur et pour le pire, rend chaque jour plus nécessaire l'organisation d'un pouvoir politique mondial, à la fois légitime et efficace, c'est-à-dire démocratique. Pourtant, au risque de toiser l'évidence et de négliger les urgences du moment, beaucoup s'y opposent et refusent même d'y réfléchir sérieusement. Par exemple, tout un courant de la pensée libérale promeut au contraire les vertus de la mise en concurrence des pouvoirs et des normes, et dénonce le projet même d'une gouvernance globale accusée de susciter un alignement à la baisse des ambitions, une forme de moins disant politique. Il est vrai que la mise en concurrence des États et de leurs citoyens génère aujourd'hui suffisamment de gains pour que leurs bénéficiaires aient intérêt à conserver le système en l'état. Une autre école de pensée, que l'on

qualifie de «souverainiste », associe toute gouvernance mondiale à une dangereuse perte d'autonomie des États - c'est-à-dire à une perte de souveraineté. Au lieu de se demander comment compléter - et du même coup consolider - les compétences des États au moyen d'une politique globale qui leur permettrait de faire face collectivement aux principaux défis du temps, les souverainistes n'appréhendent que les «pertes» et regardent l'histoire dans le rétroviseur. Mieux vaudraient des États impotents, mais parfaitement souverains, qu'un redécoupage des compétences entre les États, d'une part, et des pouvoirs supranationaux, de l'autre.

Faire le constat d'attentes de gouvernement nouvelles et en tirer les conséquences - la nécessité de construire un pouvoir qui se déploie à l'échelle mondiale - relève donc d'un choix politique. C'est le choix que je fais. Si l'humanité ne prend pas conscience du fait qu'il n'y a pas de salut hors la prise en charge transnationale de problèmes qui se moquent de nos frontières, elle se condamne à long terme. Et, à moyen terme, elle sera confrontée à la multiplication des conflits, des inégalités et des solutions sécuritaires et « impériales » qui conduisent à intervenir par la force, dans une course sans fin, sur tous les foyers jugés susceptibles de venir perturber l'ordre intérieur de l'État...

Le sentiment d'appartenance à une communauté mondiale, même partielle, existe à côté des spécificités nationales... Pour avancer il faut accepter de faire un pas après l'autre, accepter le débat, être capable du compromis. Nous disposons de matériaux qui ne doivent pas être négligés mais investis au premier chef, en particulier le système de gouvernance des Nations unies. Car, près d'un siècle après le premier conflit mondial, les Nations unies et la famille des organisations qu'elle regroupe sont la seule agora disponible de notre planète. Partiel, imparfait, critiqué, secoué de crises régulières, le « système ONU » est cependant notre point de départ. Il faut désormais en revisiter les fondements et les structures et, surtout, faire partager au plus grand nombre la nécessité de l'inaugurer comme le lieu premier de la démocratie mondiale.



Pascal Lamy,
nouveau directeur général de l'OMC,
dans son essai *La démocratie-monde*,
Seuil / La République des Idées,
90 pages, 2004)

Amazonie (Exemple de hoax, cf. FCE no 113)

Superbe réponse (trafiquée)

du ministre brésilien de l'Éducation interrogé par des étudiants aux États-Unis...

Au cours d'un débat dans une université aux États-Unis d'Amérique, le ministre de l'Éducation du Brésil, Cristovam Buarque, fut interrogé sur ce qu'il pensait de l'internationalisation de l'Amazonie. Un jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien.

Voici la réponse de M. Cristovam Buarque :

En tant que Brésilien, je m'élèverai tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre.

Mais en tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité.

Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier. Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix.

De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des spéculateurs de l'économie mondiale.

Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour le bon plaisir de la spéculation. Avant l'Amazonie, j'aimerais assister à l'internationalisation de tous les grands musées du monde. Le Louvre ne doit pas appartenir à la seule France. Chaque musée du monde est le gardien des plus belles œuvres produites par le génie humain. On ne peut pas laisser ce patrimoine culturel, au même titre que le patrimoine naturel de l'Amazonie, être manipulé et détruit selon la fantaisie d'un seul propriétaire ou d'un seul pays.

Il y a quelque temps, un millionnaire japonais a décidé d'enterrer avec lui le tableau d'un grand maître. Avant que cela arrive, il faudrait internationaliser ce tableau. Pendant que cette rencontre se déroule, les Nations unies organisent le Forum du Millénaire, mais certains Présidents de pays ont eu des difficultés pour y assister à cause de difficultés aux frontières des États-Unis. Je crois donc qu'il faudrait que New York, lieu du siège des Nations unies, soit internationalisé. Au moins Manhattan devrait appartenir à toute l'humanité. Comme du reste Paris, Venise, Rome, Londres, Rio de Janeiro, Brasília, Recife, chaque ville avec sa beauté particulière et son histoire universelle devrait appartenir au monde entier.

Si les États-Unis d'Amérique veulent internationaliser l'Amazonie à cause du risque que fait courir le fait de la laisser entre les mains des Brésiliens, alors internationalisons aussi tout l'arsenal nucléaire des États-Unis. Ne serait-ce que par ce qu'ils sont capables d'utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts brésiliennes. Au cours de leurs débats, les actuels candidats à la Présidence des États-Unis d'Amérique ont soutenu l'idée d'une internationalisation des réserves florales du monde en échange d'un effacement de la dette. Commençons donc par utiliser cette dette pour s'assurer que tous les enfants du monde aient la possibilité de manger et d'aller à l'école. Internationalisons les enfants en les traitant, où qu'ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l'attention du monde entier.

D'avantage encore que l'Amazonie. Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un patrimoine de l'humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu'ils devraient aller à l'école; ils ne les laisseront pas mourir alors qu'ils devraient vivre. En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde.

Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l'Amazonie soit à nous. Et seulement à nous!

Poésie

La portée de la poésie du III^{ème} millénaire

(suite du no 111)

A l'aube du III^{ème} millénaire, la poésie française est riche et variée, mais l'opinion publique y est peu sensible, les pouvoirs publics et les médias s'y intéressent peu ou pas. Il est fort regrettable que les grands circuits de communication moderne (presse, télévision, radio, librairie...) ne se mettent pas davantage à la portée de la poésie, qui est une réalité de notre époque, et qui constitue un puissant révélateur du potentiel créatif humain.

Autrefois, la poésie, réservée à quelques initiés et à des couches sociales favorisées a, au cours du temps, infiltré divers milieux sociaux et est devenue aujourd'hui un moyen d'expression populaire. La poésie classique, autrefois apanage des seuls lettres, que Malherbes et Boileau ont portée à l'apogée de l'art poétique, est largement dépassée aujourd'hui. Divers courants ont conduit à la poésie contemporaine, dans laquelle le néo-classique et le vers libre ont trouvé leur gloire. Ces deux formes de poésie sont issues de sensibilités différentes, toutes deux fort respectables, qui ont donné naissance à des œuvres de grande qualité. Elles ont chacune leur raison d'être au sein du monde poétique, comme le précisent si bien les vers de Lucienne Desnoues

Le vers libre dit au vers régulier

« Envoyez donc valser tout ce qui vous opprime,

La strophe, le sonnet, la césure, la rime,

Ces barreaux, ces verrous, ces terribles geôliers ! »

Le vers régulier répond au vers libre

« Mes poètes à moi sont d'un autre avis.

Ce qui vous horripile, en somme les ravit.

Ils aiment triompher des lois et des calibres ».

Les différents styles poétiques ne cessent de proliférer: avec la montée de l'imagination humaine et avec la vulgarisation toujours plus grande de la connaissance, l'expression poétique est devenue accessible à tous ceux qui ressentent le besoin de se faire entendre. Elle est entrée dans tous les milieux sociaux de nos jours et constitue une force vivante du pays. Il faut asseoir la poésie sur un profond respect de son passé mais aussi de son avenir pour que celle-ci reste ouverte à tous et conserve à jamais sa si noble mission de messagère de l'âme humaine. La poésie classique et ses dérivés (néo-classique...) au même titre que la poésie contemporaine, qui se veut affranchie des règles de forme, libre dans son expression, doivent être respectées car forgées de sensibilités poétiques de pareille valeur. Le vers libre obéit toujours, bien sûr, à certaines règles, car si le formalisme du classique en est absent, il est remplacé par l'accent mis sur les images et les vibrations. Si la poésie contemporaine donne une ouverture totale à l'expression poétique, il lui faudra conserver quelques règles pour contenir sa substance et demeurer crédible. Sans doute à

l'avenir les valeurs de fond prendront-elles de plus en plus le pas sur les valeurs de forme en poésie, mais la poésie sera toujours faite d'émotion et de vers, qui en constituent la base. Quelle que soit l'orientation que l'on puisse faire prendre à un style de poésie, on ne peut le confondre ni avec la prose, ni avec la prose poétique. Le patrimoine de l'art poétique acquis, de même que celui qui naîtra sous la plume des poètes futurs, se doit d'être soigneusement préservé.

Il convient que la poésie soit reconnue aujourd'hui à sa juste valeur. C'est une force vivante capable d'épanouir des êtres humains en recherche d'authenticité et de donner un nouvel élan humaniste à notre société. (...) La poésie est apte, comme elle l'a montré souvent au cours de son histoire, à faire avancer les idées. Elle peut aujourd'hui aider grandement à ce rapprochement entre les hommes de différentes cultures

dont notre monde a plus que jamais besoin. C'est elle, nous pensons, qui, permettra aux hommes de mieux se fréquenter, pour profiter ensemble de ce potentiel technologique croissant, qui leur sera de plus en plus offert, au lieu de se détruire dans la recherche du seul profit. En ce début du III^{ème} millénaire, se poursuit activement la mutation sociale qui transforme nos sociétés. Durant ces cinquante dernières années, une avancée technologique sans précédent et de grande envergure a fait faire un prodigieux bon en avant au bien-être matériel de l'homme. Parallèlement, un rejet des valeurs morales du passé, considérées comme trop rigides, a provoqué un grand vide et le nouveau code moral en accord avec nos sociétés modernes n'a pas encore été complètement défini. La poésie, qui est un excellent moyen de communication et une approche visionnaire et globale des aspirations de l'âme humaine, peut apporter une grande contribution à l'élaboration de valeurs nécessaires afin de rendre plus consistant ce code moral adapté à l'évolution de notre monde. Elle évitera peut-être le danger qui guette toute société humaine, à savoir qu'un système de pensée unique boycotte l'expression des différentes sensibilités culturelles. En effet, le vrai poète prône la liberté de pensée. Au niveau de l'enseignement, tant universitaire que scolaire, la poésie devrait prendre une plus grande place car elle est primordiale dans l'éducation de la jeunesse. L'école ne saurait être un simple lieu au sein duquel on se contente d'apprendre mais aussi un lieu d'ouverture spirituelle où on exprime ses pensées, on éveille son esprit poétique, et cela dès le primaire. Il serait grand temps que les manuels scolaires soient remis à jour et qu'on y inclue tous les écrivains modernes de qualité et bien sûr, les poètes.

La poésie est porteuse de trésors pour tous ceux qui savent se mettre à son écoute. Elle est une des valeurs saines et sûres du III^{ème} millénaire si nous voulons que celui-ci produise des sociétés solidement ancrées dans l'humain. Pour débloquer nos sociétés dites développées, qui s'enlisent, hélas, dans la recherche effrénée du profit, butent sur l'écueil de l'intellect stérile et sont étouffées

par le déversement sans retenue de la science, provoquant l'exclusion notamment des plus faibles et des plus purs, il semble très important d'abord la vie avec l'esprit poétique. Le monde évolue et cherche à se perfectionner, hélas trop souvent dans la violence et la cruauté. Il est en perpétuel mouvement, résultant de la pensée humaine. Qui mieux que les poètes, qui sont des visionnaires souvent, peut influencer sur nos sociétés dans le bon sens en leur dévoilant l'intelligence du cœur? Dans la

nuit des temps, des poètes ont chanté cet amour qui est le ciment de toute évolution pacifique et logique, ils ont enflammé les cœurs pour les ouvrir à la beauté et ils ont su donner des points de repère forts à nos sociétés en perdition.

Leurs messages ont cherché à éclairer le chemin des hommes, mais ils ont souvent été peu entendus. Un changement de vision du monde et des autres doit s'opérer rapidement si nous voulons que

notre humanité survive au lourd handicap qu'elle s'est créé. En recherchant sans limite le pouvoir et le profit, l'homme creuse sa tombe et, en martelant la nature au sens propre comme au figuré, pour son bon plaisir il se martèle, s'anéantit... En ce temps de profonde mutation, où l'homme a bien du mal à faire siennes les valeurs universelles, qui sont celles du monde à venir, le poète a un grand rôle à jouer. Il sait, par l'avance qu'il prend sur son temps, ouvrir les hommes aux dimensions qui les conduiront à des sociétés réellement humaines, où le cœur et l'esprit auront toute leur place.

(Serge Lapisse)

**Les CD FCE sont disponibles
(dans la limite autorisée par les artistes)
par virement du montant indiqué en € ou équivalent,
- sans frais pour le bénéficiaire -
avec mention de la référence,
au CCRA LULL IBAN LU08 0090 0000 2031 0009.**

Tout don d'un minimum de 12,50.- € donne droit à l'envoi d'un disque compact contenant un échantillonnage des réalisations de FCE.

*Les opinions exprimées ne représentent pas
nécessairement celles de la rédaction.*

Contribution / participation au présent numéro:
Harold S. Bidmead, Georges Krassovsky, François Hyenne, Serge Lapisse.
Supplément: Le Manifeste de Vermont.
Multiplications: souhaitées.
Reproductions partielles: autorisées avec mention de la source « FCE, BP 208, L-2012 LUXEMBOURG » ainsi que, le cas échéant, des autres sources mentionnées.
Mise en page: 18/07-11/08/2005 (original: couleur, 2005-2).
Rédaction: FCE, BP 208, L-2012 LUXEMBOURG
e-mail: fce@vo.lu ou bien fce@altern.org
<http://fly.to/fce>